



CFP ERMONT
Réhabilitation du R+2 du CFP de Ermont pour la DDFIP

Adresse du projet :
421, rue Jean Richepin
95120 Ermont

MAITRE D'OUVRAGE

DDFIP du Val d'Oise
5 avenue Bernard HIRSCH. CS 200104 - 95010 Cergy-Pontoise cedex
Tél: 01 34 25 27 77
@: laurent.patte@dgfip.finances.gouv.fr



MAITRISE D'OEUVRE

Architecte
lemoal lemoal
40 rue du Château d'Eau - 75010 Paris
Tél: 01 42 41 25 72 - @: agence@lemoal-lemoal.com

lemoal lemoal

**Fluide, Thermique,
Energie, Environnement**
LBE Ingénierie
101 bis, avenue Eugène Delacroix - 92210 Draveil
Tél: 01 69 48 89 45 - @: arnaud.lanvin@lbei.com



Bureau de contrôle
Socotec
5 place des frères Montgolfier Guyancourt CS 20732 - 78182 St Quentin en Yvelines
Tél: 06 18 44 74 80 - @: david.saintobert@socotec.com



CSPS
ACI
5 bis rue du Bois - 60220 Boutavent
Tél: 03 64 19 80 30 - @: severine.poidevin@aci-bet.com



Date	Indice	Description

DCE

Lot 00 - Clauses communes	Echelle :	Date : 27/03/2025	Pièce : CCTP
	Indice :		
	Format : A4		

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT
SOMMAIRE

LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT	1
0.1.PRESENTATION DU C.C.T.P.	1
0.2.PRESENTATION DE L'OPERATION	1
0.3.PASSATION DES MARCHES.....	1
0.4.CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT	1
0.5.CONNAISSANCE DU PROJET	2
0.6.ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS	2
0.7.CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES TRAVAUX EN MILIEU OCCUPE	3
0.7.1. CARACTERE FORFAITAIRE DEs offres remises	3
0.7.2. SECURITE GENERALE DU CHANTIER	3
0.7.3. SECURITE DES exploitants ET VISITEURS	3
0.7.4. limitation des nuisances	3
0.7.5. HORAIRES D'intervention.....	3
0.7.6. LIMITATION DU NIVEAU SONORE DES APPAREILS PORTATIFS DE CHANTIER	3
0.7.7. PROTECTIONs SOIGNEEs DES zones d'interventions	4
0.7.8. retrait d'un membre du personnel a la suite de plaintes.....	4
0.7.9. badges.....	4
0.7.10. MAINTENANCE DES ALIMENTATIONS EN COURS DE TRAVAUX	4
0.7.10.1. Obligation de raccordement de toutes les alimentations et évacuations après chaque intervention	4
0.7.10.2. Permanence du raccordement électrique et des raccordements courants faibles	5
0.7.10.3. Maintien minimum des raccordements et des évacuations.....	5
0.7.10.4. Maintien des alimentations eau froide et eau chaude sanitaire.....	5
0.8.PRESRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX	5
0.8.1. Généralités	5
0.8.2. produits de marque.....	5
0.8.3. responsabilite de l'entrepreneur	5
0.8.4. agrements – essais – analyses	6
0.8.5. cov et formaldéhyde	6
0.9.DECHETS DE CHANTIER	6
0.9.1. tri des dechets sur chantier	6
0.9.2. elimination des dechets de chantier après tri	6
0.9.2.1. Déchets industriels spéciaux	7
0.9.2.2. Déchets inertes	7
0.9.2.3. Emballages	7
0.9.2.4. Déchets industriels banals (DIB)	7
0.9.2.5. Transport des déchets.....	7
0.9.2.6. Transport des autres déchets	8
0.9.2.7. Déchets inertes utilisés pour remblaiement de carrières ou autres	8
0.9.3. REDUCTION DE LA QUANTITE DES DECHETS	8
0.9.4. COORDONATEUR DECHETS	8
0.9.5. SUIVI DE LA TRACAILITE DES DECHETS ET BILAN EN FIN DE CHANTIER	9
0.10. SYNTHESE DES PRESTATIONS A LA CHARGE DES DIFFERENTES ENTREPRISES.....	9

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT
SOMMAIRE

0.10.1.	DEMARCHES ET AUTORISATIONS.....	9
0.10.2.	implantations	9
0.10.3.	TRAVAUX SPECIAUX	9
0.10.4.	CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SECURITE INCENDIE.....	10
0.10.5.	ECHANTILLONS	10
0.10.6.	ELEMENTS "MODELES"	10
0.10.7.	REGLES D'EXECUTION GENERALES.....	11
0.10.8.	verification des cotes et altimetries.....	11
0.10.9.	plan d'execution.....	11
0.10.10.	Dégradations causées aux ouvrages finis.....	12
0.11.	PRESENTATION DES OFFRES	12
0.12.	LISTE DES LOTS	12

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

0.1. PRESENTATION DU C.C.T.P.

Le présent document (C.C.T.P.) est composé des chapitres suivants

- CLAUSES COMMUNES à tous les corps d'état rappelant les conditions générales d'exécution des ouvrages et les spécificités du projet ne figurant pas dans le C.C.A.P.
- CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
Ce document concerne la description des ouvrages, les références des matériaux, leur mode de mise en œuvre et leur localisation, les liaisons avec la réalisation des ouvrages des autres corps d'état et les limites respectives des prestations entre lots

0.2. PRESENTATION DE L'OPERATION

Le présent document a pour objet la description des travaux à réaliser dans le cadre du projet de rénovation et réaménagement du R+2 du CDFIP – 421 rue Jean Richepin – 95120 ERMONT.

Ces prestations sont contenues dans le programme et retranscrites dans les différents CCTP.

D'une manière générale, les entreprises devront toutes les prestations nécessaires pour la réalisation du programme en comparaison des plans « Etat actuel », avec les plans « Etat projeté ».

L'objet de l'opération consiste dans la réalisation de toutes les prestations telles que détaillées dans le présent CCTP et figurées sur les plans de l'Architecte.

0.3. PASSATION DES MARCHES

Le marché sera traité en lots séparés dont la liste figure en fin du présent document.

Il est rappelé que l'intégralité des documents sera remise dans le dossier de consultation.

Les entreprises devront avant la remise de leurs offres de prix avoir pris une parfaite connaissance de la totalité des documents et des différentes interfaces entre lots.

En cas de manquements ou d'incertitudes relatives aux interfaces, elles devront le signaler à la Maîtrise d'œuvre avant la signature des marchés.

Il en sera de même de toutes erreurs ou omissions constatées dans les pièces écrites propres à chacun des corps d'état.

La mission O.P.C. des différents corps d'état sera à la charge du maître d'œuvre.

0.4. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement est un ERT au RDC et dans les étages. Concernant la partie accessible au public (hall d'accueil), il s'agit d'un ERP de type W de 5^{ème} catégorie. Se référer au RICT du bureau de contrôle.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

0.5. CONNAISSANCE DU PROJET

Les entreprises sont réputées avant la remise de leurs offres :

- Avoir pris connaissance de l'ensemble des plans d'architecture et plans techniques et de l'ensemble des pièces écrites, CCAP, CCTP et leurs tableaux annexes, P.G.C SPS, diagnostics préalables, rapport préalable de contrôle technique et tous les documents annexes faisant partie du Dossier de Consultation Entreprises, pour la réalisation de travaux Tous Corps d'Etat.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités tant pour leurs propres ouvrages que pour les ouvrages des autres corps d'état.
- Avoir procédé à une ou plusieurs visites détaillées du site afin de prendre parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couches superficielles, venues d'eau, etc...), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc...).
- Avoir contrôlé toutes les indications du dossier d'appel d'offres, notamment celles données par les plans architecturaux, plans de détails et les pièces écrites s'étant assuré qu'elles sont exactes concordantes et suffisantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public.
- Avoir procédé à toutes analyses et tous sondages après autorisation du Maître de l'ouvrage.

La responsabilité des entreprises adjudicataires vis à vis du Maître d'Ouvrage restera entière, conformément aux engagements souscrits par elles pour conformité aux règles de l'art, à la réglementation et à la normalisation en vigueur qu'elles devront respecter dans tous les cas.

0.6. ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS

Le C.C.T.P. et les plans dressés par le Maître d'œuvre font connaître le programme général des travaux à réaliser et les modes d'exécution des travaux.

En cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction dans les documents, il est fait obligation aux entreprises consultées d'obtenir du Maître d'œuvre, toutes précisions ou tous renseignements complémentaires nécessaires et cela au stade de l'établissement de leur offre et de prévoir dans leur prix global et forfaitaire tous travaux indispensables pour un achèvement complet de l'ouvrage.

L'entreprise adjudicataire ne pourra par conséquent, faire état ultérieurement, d'erreurs, d'omissions ou d'imprécisions quelconques, pour justifier une demande d'augmentation du montant de son marché ou pour ne pas exécuter les travaux nécessaires à l'achèvement complet et parfait des ouvrages.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions du C.C.T.P., des plans et des documents techniques de référence, seront réglées conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

Il est par ailleurs précisé que la clause de priorité prévue au C.C.A.P entre les C.C.T.P. et les plans ne saurait conduire et autoriser l'entreprise à se soustraire de l'exécution d'un ouvrage quelconque figurant dans une des pièces ou dans l'autre.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**LOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**

Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction.

En conséquence tout ouvrage figurant aux plans, et non décrit au présent document, est formellement dû et vice versa.

0.7. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES TRAVAUX EN MILIEU OCCUPE

L'ensemble des travaux ainsi que l'approvisionnement des matériaux sont prévus réalisés en milieu occupé. Des dispositions particulières seront prises pour assurer une bonne relation avec les exploitants de l'ensemble immobilier.

0.7.1. CARACTERE FORFAITAIRE DES OFFRES REMISES

Se reporter aux dispositions du CCAP.

0.7.2. SECURITE GENERALE DU CHANTIER

Se reporter aux dispositions du CCAP.

0.7.3. SECURITE DES EXPLOITANTS ET VISITEURS

Tant pour les parties communes que pour les accès et abords du bâtiment ainsi que pour les locaux de travail (bureaux, salles de réunions, etc...) concernés par le programme de travaux, chaque entreprise devra mettre tous les moyens en œuvre afin d'éviter tous risques corporels ou matériels.

Les entreprises devront suivre les préconisations du contrôleur de la sécurité et de la protection de la santé.

0.7.4. LIMITATION DES NUISANCES

Le niveau sonore des appareils utilisés pour la réalisation des travaux d'amélioration sera le plus faible possible et dans tous les cas le matériel sera de fabrication récente conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'exécution des travaux.

A l'intérieur des parties communes et locaux de travail, le matériel utilisé sera limité aux matériels portatifs.

0.7.5. HORAIRES D'INTERVENTION

Se reporter aux dispositions du CCAP.

0.7.6. LIMITATION DU NIVEAU SONORE DES APPAREILS PORTATIFS DE CHANTIER

Le niveau sonore des appareils utilisés pour la réalisation des travaux d'amélioration sera le plus faible possible et dans tous les cas le matériel sera de fabrication récente conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'exécution des travaux.

A l'intérieur des parties communes et locaux de travail, le matériel utilisé sera limité aux matériels portatifs.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**LOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**

0.7.7. PROTECTIONS SOIGNEES DES ZONES D'INTERVENTIONS

L'entreprise titulaire du lot n° 1 – CURAGE - GROS ŒUVRE – CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS – MENUISERIES INTERIEURES, devra faire assurer une protection soignée des zones d'intervention.

A cet effet,

- Les sols seront protégés par une feuille de polyéthylène armé ou un revêtement de sol mince de rebut disposé en lès avec recouvrement des lès et relevés au pourtour
- Apposition au droit des ouvertures vers les pièces contiguës aux zones de travaux de feuilles de polyéthylène armé destinées à éviter la propagation des poussières de chantier.

En outre, il est précisé que les zones prévues en réaménagement complet seront closes. Ces protections seront maintenues en place pendant toute la durée de l'exécution des travaux tous corps d'état dans les zones concernées et seront déposées en fin d'intervention avant exécution du nettoyage final.

0.7.8. RETRAIT D'UN MEMBRE DU PERSONNEL A LA SUITE DE PLAINTES

Le Maître d'Ouvrage sur avis du Maître d'œuvre ou du coordonateur pour la sécurité et la protection de la santé pourra, à la suite de plaintes justifiées par un manquement d'un ou de plusieurs membres du personnel d'une des entreprises engagées, demander à l'entreprise concernée l'exclusion immédiate du ou des responsables.

0.7.9. BADGES

L'ensemble des intervenants sur le chantier devra être badgé.

Ces badges comprendront, outre le logo du Maître d'ouvrage et de l'entreprise, le nom, la fonction et la photo de la personne.

Il devra être porté en permanence de manière à être visible.

0.7.10. MAINTENANCE DES ALIMENTATIONS EN COURS DE TRAVAUX

Les entreprises des lots techniques devront faire assurer la maintenance de toutes les alimentations pendant la durée des travaux de façon à assurer la continuité de l'exploitation des bureaux et autres locaux de travail.

0.7.10.1. Obligation de raccordement de toutes les alimentations et évacuations après chaque intervention

Après chaque intervention, il sera procédé au raccordement à nouveau de toutes les alimentations et évacuations :

- électricité - courants faibles
- eau froide et eau chaude
- vidanges

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

- 0.7.10.2. Permanence du raccordement électrique et des raccordements courants faibles
- En cours de travaux, l'entreprise titulaire du lot ELECTRICITE, devra limiter au maximum les interruptions d'alimentation pour les équipements sensibles.
- 0.7.10.3. Maintien minimum des raccordements et des évacuations
- L'entreprise titulaire du lot CVC - PLOMBERIE notamment dans le cadre des travaux de remaniement de blocs sanitaires devra maintenir les raccordements ou procéder à l'établissement de raccordements provisoires afin de ne pas interrompre l'utilisation des autres blocs sanitaires des niveaux inférieurs.
- 0.7.10.4. Maintien des alimentations eau froide et eau chaude sanitaire
- De même, l'entreprise de plomberie, toujours dans le cadre des remaniements de blocs sanitaires devra l'alimentation eau froide et eau chaude sanitaire des autres blocs aux niveaux inférieurs et supérieurs.

0.8. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

0.8.1. GENERALITES

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter de défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le Maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

0.8.2. PRODUITS DE MARQUE

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles, indiqués ci-après dans le CCTP avec la mention " ou équivalent ", ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

Les entreprises auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalent en qualité, dimensions, formes, aspects, etc... aux marques et modèles de références.

0.8.3. RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le Maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.
Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

0.8.4. AGREMENTS – ESSAIS – ANALYSES

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique, et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'œuvre, d'en apporter la preuve. L'entrepreneur sera également tenu de produire, à toute demande du Maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés. À défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

0.8.5. COV ET FORMALDEHYDE

Pour anticiper la réglementation dans le domaine de la qualité de l'air intérieur, l'entrepreneur du présent lot devra respecter les prescriptions suivantes :

- Arrêté du 30 avril et du 28 mai 2009 relatif aux conditions de mise sur le marché des produits de construction et de décoration contenant des substances cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques de catégorie 1 ou 2 (dont benzène, trichloréthylène)
- Projet d'arrêté relatif à l'étiquetage des produits de construction et de décoration pour ce qui concerne leurs caractéristiques d'émissions en substances volatiles polluantes (COVT, FORMALDEHYDE et 10 autres substances volatiles polluantes).

Les produits mis en œuvre devront tenir compte des textes en vigueur et de la réglementation

0.9. DECHETS DE CHANTIER

0.9.1. TRI DES DECHETS SUR CHANTIER

Des tris sélectifs seront exigés pour les gravois et les éléments déposés distinguant :

- les déchets dangereux
- les déchets inertes
- les emballages
- Les matériaux amiantés décelés dans les bâtiments lors de l'établissement du diagnostic amiante

Les déchets ménagers et assimilés pourront être triés ou non sur le chantier.

Toutes ces interventions seront réalisées par l'entreprise titulaire du lot n° 2 - GROS ŒUVRE – CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS – MENUISERIES INTERIEURES.

0.9.2. ELIMINATION DES DECHETS DE CHANTIER APRES TRI

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERESLOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

0.9.2.1. Déchets industriels spéciaux

Pour ces déchets, un dispositif de collecte devra permettre de différencier les déchets solides des déchets liquides.

Les déchets dangereux devront être évacués dans une installation de Classe 1. Avant chargement, les déchets devront être ensachés, conditionnés et palettisés filmés, dans les conditions fixées par la réglementation.

Les peintures et vernis seront triés et incinérés ou transportés en décharge de classe 1.

0.9.2.2. Déchets inertes

Pour ces déchets (gravats, ferrailles, bois non traités,...) des filières de valorisation devront être recherchées et de préférence à l'échelle locale.

Les déchets qui n'auront pu être valorisés seront évacués dans une installation de classe 3.

0.9.2.3. Emballages

Sauf ceux ayant contenu des produits dangereux, les emballages de chantier devront obligatoirement être valorisés par l'entrepreneur (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994). Le mode de valorisation est laissé au choix de l'entrepreneur, selon des critères de coût ou autres.

Les emballages ayant contenu des produits dangereux seront évacués dans une installation de Classe 1, après ensachage ou conditionnement réglementaire.

0.9.2.4. Déchets industriels banals (DIB)

Dans le cas où ils ne sont pas triés sur chantier, ces déchets seront évacués dans une installation de Classe 2.

L'entrepreneur titulaire du lot n° 1 – CURAGE - GROS ŒUVRE – CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS – MENUISERIES INTERIEURES, pourra également transporter ces déchets non triés à un centre de tri.

Déchets ménagers et assimilés triés sur chantier

Les déchets incinérables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation produisant de l'énergie.

Ceux valorisables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation de valorisation ou de recyclage.

Les autres déchets seront évacués dans une installation de Classe 2.

Il est rappelé que, conformément aux termes de la loi du 15 juillet 1975 et du règlement sanitaire départemental, le brûlage à l'air libre de déchets est strictement interdit.

0.9.2.5. Transport des déchets

Le transport des déchets de chantier devra être effectué dans le strict respect de la réglementation très précise à ce sujet.

Le transport des déchets dangereux devra se faire conformément à la réglementation, et notamment :

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

- Les déchets devront être ensachés ou conditionnés et comporter l'étiquetage réglementaire ;
- Le véhicule, son équipement et ses papiers de bord devront répondre à la réglementation ;
- Le transporteur devra être habilité pour ce type de transport, et il devra respecter les instructions particulières qu'il aura reçues de la préfecture ou de la direction départementale de l'équipement concernant les itinéraires.

Pour les déchets de certains produits de peinture, de terres polluées ou d'hydrocarbures, le transport devra faire l'objet du " Bordereau de suivi des déchets spéciaux " conforme au modèle administratif existant.

0.9.2.6. Transport des autres déchets

Les autres déchets ne demandent pas de conditions particulières de transport, si ce n'est que l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour que les différentes natures de déchets ne puissent se mélanger lors du transport.

0.9.2.7. Déchets inertes utilisés pour remblaiement de carrières ou autres

Ne pourront être utilisés pour ce remblaiement que des déchets inertes tels que déblais de terrassement et matériaux de démolition.

Ils devront avoir été expurgés de tous déchets impropres à cet usage tels que bois et autres matériaux putrescibles, plastiques et métaux, ainsi que des plâtres.

Ce remblaiement devra faire l'objet d'un bordereau de suivi conformément à la réglementation.

Ce bordereau devra préciser notamment :

- La provenance des matériaux de remblaiement, leur nature et caractéristiques, leur quantité et leur destination ;
- Les moyens de transport utilisés ;
- La conformité des matériaux utilisés à leur destination.

0.9.3 REDUCTION DE LA QUANTITE DES DECHETS

Conformément à la réglementation, le maître d'œuvre favorisera le réemploi des matériaux issus des démolitions directement sur le chantier.

Les entreprises de travaux devront produire un SOGED lors de la remise de leur offre. Le maître d'œuvre aura à sa charge de s'assurer de l'application de ce document.

Les solutions envisagées par le MOE devront être reportées dans les pièces de marché de travaux.

0.9.4. COORDONATEUR DECHETS

Pendant toute la durée du chantier, un coordonnateur déchets sera désigné. Il sera l'interlocuteur des correspondants déchets des entreprises de travaux. Le coordonnateur veillera notamment au respect des consignes de tri, des emplacements désignés pour recevoir les bennes et contenants, à la mise en place et au maintien de la signalétique sur le chantier.

Le coordonnateur collecte, auprès des correspondants déchets des entreprises de travaux, l'ensemble des documents de traçabilité et toutes les informations nécessaires permettant

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**LOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**

notamment de répondre aux exigences de la réglementation sur les diagnostics déchets préalables à la démolition, ce qui constituera une pièce du dossier des ouvrages exécutés. Il identifie les réussites, les points à améliorer, les dysfonctionnements et les mesures correctrices.

0.9.5. SUIVI DE LA TRACAILITE DES DECHETS ET BILAN EN FIN DE CHANTIER

Pendant et en fin de chantier, le maître d'œuvre collecte l'ensemble des documents de traçabilité exigés de la part des entreprises de travaux. L'ensemble de ces documents fait l'objet d'un classement qui sera remis à la maîtrise d'ouvrage.

Le maître d'œuvre établira en collaboration avec les entreprises de travaux, un bilan de fin de chantier regroupant l'ensemble des informations liées à la prévention et à la gestion des déchets issus du chantier, récupérées tout au long du chantier. Il fera état :

- des tonnages initiaux par type de déchets et du bilan en termes de traitement (réemploi, réutilisation, recyclage, valorisation matière, valorisation énergétique, élimination) et justifiera les écarts constatés ;
- de la manière dont les déchets ont été gérés au niveau du stockage temporaire et de l'enlèvement/expédition vers les exutoires intermédiaires et finaux ;
- il regroupera l'ensemble des documents relatifs à l'organisation documentaire exigée dans le cadre du chantier qui constituera une pièce du dossier des ouvrages exécutés ;
- une attention toute particulière sera apportée au regroupement des informations relatives à la prévention et à la gestion des déchets dangereux issus du chantier.

0.10. SYNTHESE DES PRESTATIONS A LA CHARGE DES DIFFERENTES ENTREPRISES**0.10.1. DEMARCHES ET AUTORISATIONS**

Il appartiendra aux entreprises concernées, d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir les autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au Maître de l'ouvrage et au Maître d'œuvre.

0.10.2. IMPLANTATIONS

Les implantations exactes des ouvrages à réaliser seront à la charge des différentes entreprises intervenantes sur l'opération (lot n° 1 à lot n° 5)

Ces implantations seront réalisées de manière contradictoire en présence du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et des différentes entreprises concernées par les travaux à réaliser. Un constat d'huissier sera éventuellement dressé.

0.10.3. TRAVAUX SPECIAUX

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels les entreprises ou l'un de leurs sous-traitants n'auraient pas la qualification professionnelle, le Maître d'œuvre sera en droit d'exiger que ces travaux spéciaux soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste bénéficiant de la qualification requise.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au Maître d'ouvrage pour accord.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERESLOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

0.10.4. CONFORMITE A LA REGLEMENTATION SECURITE INCENDIE

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation " Sécurité Incendie ", les entreprises devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le PV d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

0.10.5. ECHANTILLONS

Les entreprises sont tenues de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le Maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par l'entrepreneur dans un local spécial annexé au bureau du Maître d'œuvre.

Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du Maître d'œuvre, qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du Maître de l'ouvrage, qui manifestera ainsi son acceptation.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures ci-dessus visées.

Les entreprises seront tenues d'employer des matériels et matériaux de caractéristiques techniques conformes à ceux prescrits dans les articles ci-dessous des C.C.T.P.

Dans tous les cas où le mot «équivalent » ou «similaire » est employé dans un C.C.T.P., l'entrepreneur est tenu avant toute mise en œuvre de soumettre le matériau ou le matériel de substitution avec le nom du fabricant à l'acceptation préalable de la Maîtrise d'œuvre et de la Maîtrise d'ouvrage qui seules, apprécieront s'il y a réellement équivalence ou similitude.

En cas de divergence de point de vue en ce qui concerne cette équivalence ou similitude, les entreprises seront tenues de fournir les matériaux et matériels de référence et ceci sans plus value.

Le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservent la possibilité de refuser les marques proposées en remplacement si celles-ci ne semblent pas présenter les qualités techniques et esthétiques souhaitées.

Les échantillons pourront être éprouvés et éventuellement abîmés ou détériorés par le Maître d'œuvre ou par le Maître de l'Ouvrage, sans que l'entrepreneur puisse n'élever aucune réclamation de ce fait, ni prétendre au remboursement de ces échantillons.

0.10.6. ELEMENTS "MODELES"

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le Maître d'œuvre aura la faculté de demander aux entreprises la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de " modèle ".

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le Maître d'œuvre.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**LOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT**

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le Maître d'œuvre lors de la demande.

0.10.7. REGLES D'EXECUTION GENERALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées. La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux existants.

Aucune prolongation de délai ne sera accordée pour ces réfections.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués " non traditionnels " devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

0.10.8. VERIFICATION DES COTES ET ALTIMETRIES

Les entreprises seront tenues de vérifier soigneusement toutes les cotes et altimétries figurant sur les plans d'exécution et de s'assurer de leur concordance entre les différents plans.

Les entreprises demeureront seules responsables des erreurs qui pourraient se produire, soit de leur fait, soit par manque de vérification des plans.

Les entreprises se soumettront pleinement aux ordres du Maître d'œuvre en vue de la correction de ces inexactitudes.

Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle des plans, les entreprises devant s'assurer avant toute mise en œuvre de la possibilité de respecter les cotes, altimétries et autres indications diverses.

En cas de doute, les entreprises en référeront à la Maîtrise d'œuvre.

0.10.9. PLAN D'EXECUTION

Chaque entreprise intervenante, pour ce qui relève de sa spécialité, devra les dessins de fabrication et de façonnage ainsi que les épures et tracés.

Ces études d'exécution seront bien entendu soumises par les entreprises à l'approbation du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

Ces documents seront fournis en double exemplaire au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle technique.

Le Maître d'œuvre retournera aux entreprises, un exemplaire revêtu de son visa donnant accord ou demandant des rectifications.

Tous plans comportant des observations, tant du Maître d'œuvre que du bureau de contrôle, seront modifiés et retransmis pour accord définitif.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERESLOT N° 0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

La signature du Maître d'œuvre a uniquement pour but de donner son accord sur la conformité architecturale des principes constructifs et ne dégagera en rien la responsabilité de l'entreprise en ce qui concerne la mise en œuvre des ouvrages, ni de la validité des calculs correspondants. Tous les plans ne comportant pas de visa d'acceptation du Maître d'œuvre et du contrôleur technique seront considérés comme nuls et sans valeurs et le Maître d'œuvre pourra purement et simplement refuser l'ouvrage correspondant ou exiger sa démolition.

0.10.10. DEGRADATIONS CAUSEES AUX OUVRAGES FINIS

En cas de dégradations causées aux ouvrages d'un corps d'état, l'entrepreneur concerné devra les nettoyages spéciaux, réfections, réparations ou remplacements de l'ouvrage ou partie d'ouvrage qui sont rendus nécessaires par des salissures profondes ou par des dégradations causées par les autres corps d'état travaillant sur le chantier.

0.11. PRESENTATION DES OFFRES

Dans le cadre de la remise de leurs offres, les entreprises titulaires des différents corps d'état, devront annexer à leur proposition – après l'avoir complété – le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (C.D.P.G.F.) joint au Dossier de Consultation des Entreprises.

0.12. LISTE DES LOTS

- **LOT N° 1 – CURAGE – GROS ŒUVRE – CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS – MENUISERIES INTERIEURES**
 - Chapitre 1A – Installation de chantier – Curage – Gros œuvre
 - Chapitre 1B – Cloisons – Doublages - Plâtrerie
 - Chapitre 1C – Faux plafonds
 - Chapitre 1D – Menuiseries intérieures et mobiliers menuisés
- **LOT N° 2 – PEINTURE – SOLS SOUPLES - CARRELAGE**
 - Chapitre 2A – Peinture
 - Chapitre 2B – Sols souples
 - Chapitre 2C - Carrelage
- **LOT N° 3 – CVC - PLOMBERIE**
- **LOT N° 4 – ELECTRICITE**